



ÉCOLE DES SCIENCES

ÉCOLE DES SCIENCES INFIRMIÈRES

TÉLÉCOPIEUR (FAX): (418) 656-7747

Date: 30 sept 1991 Heure/Time 13 h 30À/To: Marceline ForestierOrganisme: ICREFNuméro du télécopieur (fax): 403-492-1186De/From: Paulette GendronNombre de pages: 2 (y compris la page couverture)Number of pages: 2 (including cover page)

Objet/Object: \_\_\_\_\_

Conférence pour les colloquesde l'ICREF 1991Est-ce possible de me fairepar le programme -Merci de votrecollaboration

Si vous ne recevez pas le nombre de pages indiqué, prière de communiquer avec le numéro suivant: (418) 656-3356.

If you do not receive the indicated number of pages, please call: (418) 656-3356.

## Colloque de l'ICREF

1991

## TITLE OF STUDY /

TITRE DE L'ÉTUDE: Questionnaire servant à identifier les femmes violentées en milieu conjugal

## INVESTIGATORS/DEGREES/AFFILIATIONS /

NOMS/DIPLÔMES/FONCTIONS/INSTITUTIONS: GENDRON, Colette, Maîtrise en soins infirmiers

Professeure titulaire Ecole des sciences infirmières, Université Laval

L'objectif de la conférence sera de présenter la procédure et les résultats qui ont mené à l'élaboration d'un questionnaire servant à identifier les femmes qui sont victimes de violence conjugale.<sup>1</sup> Les items de l'instrument ont été élaborés à partir de quatre indicateurs (l'estime de soi, l'autonomie, la socialité et la sécurité) puisés à même la théorie de Orem (1985)<sup>2</sup> sur les besoins à combler et les actions à accomplir pour assurer la croissance personnelle.

Ce questionnaire peut être particulièrement utile pour le personnel infirmier qui occupe une position stratégique pour dépister et apporter une aide adéquate aux femmes violentées. En effet, une étude du Conseil consultatif du statut de la femme (1985)<sup>3</sup> indique que 18% des femmes qui se présentent aux urgences des hôpitaux le font parce qu'elles viennent d'être violentées par leur conjoint. Pourtant, un pourcentage relativement négligeable de ces femmes font l'objet d'un diagnostic juste et de soins appropriés.

Les préjugés et la méconnaissance du personnel médical et infirmier envers le phénomène de la violence conjugale est l'une des raisons qui concourent au fait que les femmes violentées ne sont pas reconnues comme telles et ne reçoivent pas des soins et un support adéquat en milieu hospitalier. Cependant, l'absence d'outil ou de protocole permettant de repérer les cas de violence conjugale en est une autre.

L'arrivée d'un questionnaire permettant d'identifier les femmes victimes de violence conjugale répond donc à un besoin et vient combler une lacune importante dans les centres locaux de services communautaires (CLSC) et dans les hôpitaux.

<sup>1</sup> Ces résultats sont tirés d'une recherche qui a été réalisée grâce à une subvention du Conseil québécois de la recherche sociale.

<sup>2</sup> Orem, Dorothy (1985). Nursing: Concepts of practice. New-York : Mc Graw-Hill Book.

<sup>3</sup> CCCSF (1985). Le problème des femmes battues. Ottawa : Gouvernement fédéral.

## A.V. NEEDS /

APPAREILS AUDIO-VISUELS REQUIS: Retro-projecteur

## PRESENTER'S NAME /

NOM DE LA PRÉSENTATRICE: Colette Gendron

## ADDRESS /

ADRESSE: Ecole des sciences infirmières, Pavillon Comtois, Université Laval, G1K 7P4

TELEPHONE / Fax: 656-7747

TÉLÉPHONE: (418) 656-3871

656-3356 secrétariat



ÉCOLE DES SCIENCES

## ÉCOLE DES SCIENCES INFIRMIÈRES

TÉLÉCOPIEUR (FAX): (418) 656-7747

Date: 30 sept 1991 Heure/Time 13h30À/To: Marceline ForestierOrganisme: ICREFNuméro du télécopieur (fax): 403-492-1186De/From: Collette GendronNombre de pages: 2 (y compris la page couverture)Number of pages: 2 (including cover page)

Objet/Object: \_\_\_\_\_

Conférence pour les collèguesde l'ICREF 1991.Est-ce possible de me fairele programme -Merci de votrecollaboration.

Si vous ne recevez pas le nombre de pages indiqué, prière de communiquer avec le numéro suivant: (418) 656-3356.

If you do not receive the indicated number of pages, please call: (418) 656-3356.

# Colloque de l'ICREF

1991

## TITLE OF STUDY /

TITRE DE L'ÉTUDE: Questionnaire servant à identifier les femmes violentées en milieu conjugal

## INVESTIGATORS/DEGREES/AFFILIATIONS /

NOMS/DIPLÔMES/FONCTIONS/INSTITUTIONS: GENDRON, Colette, Maîtrise en soins infirmiers

Professeure titulaire Ecole des sciences infirmières, Université Laval

L'objectif de la conférence sera de présenter la procédure et les résultats qui ont mené à l'élaboration d'un questionnaire servant à identifier les femmes qui sont victimes de violence conjugale.<sup>1</sup> Les items de l'instrument ont été élaborés à partir de quatre indicateurs (l'estime de soi, l'autonomie, la socialité et la sécurité) puisés à même la théorie de Orem (1985)<sup>2</sup> sur les besoins à combler et les actions à accomplir pour assurer la croissance personnelle.

Ce questionnaire peut être particulièrement utile pour le personnel infirmier qui occupe une position stratégique pour dépister et apporter une aide adéquate aux femmes violentées. En effet, une étude du Conseil consultatif du statut de la femme (1985)<sup>3</sup> indique que 18% des femmes qui se présentent aux urgences des hôpitaux le font parce qu'elles viennent d'être violentées par leur conjoint. Pourtant, un pourcentage relativement négligeable de ces femmes font l'objet d'un diagnostic juste et de soins appropriés.

Les préjugés et la méconnaissance du personnel médical et infirmier envers le phénomène de la violence conjugale est l'une des raisons qui concourent au fait que les femmes violentées ne sont pas reconnues comme telles et ne reçoivent pas des soins et un support adéquat en milieu hospitalier. Cependant, l'absence d'outil ou de protocole permettant de repérer les cas de violence conjugale en est une autre.

L'arrivée d'un questionnaire permettant d'identifier les femmes victimes de violence conjugale répond donc à un besoin et vient combler une lacune importante dans les centres locaux de services communautaires (CLSC) et dans les hôpitaux.

<sup>1</sup> Ces résultats sont tirés d'une recherche qui a été réalisée grâce à une subvention du Conseil québécois de la recherche sociale.

<sup>2</sup> Orem, Dorothy (1985). Nursing: Concepts of practice. New-York : Mc Graw-Hill Book.

<sup>3</sup> CCCSF (1985). Le problème des femmes battues. Ottawa : Gouvernement fédéral.

## A.V. NEEDS /

APPAREILS AUDIO-VISUELS REQUIS: Retro-projecteur

## PRESENTER'S NAME /

NOM DE LA PRÉSENTATRICE: Colette Gendron

## ADDRESS /

ADRESSE: Ecole des sciences infirmières, Pavillon Comtois, Université Laval, G1K 7P4

TELEPHONE / Fax: 656-7747

TÉLÉPHONE: (418) 656-3871

656-3356 secrétariat

*fnfcb*

Fédération nationale des femmes canadiennes-françaises

325 rue Dalhousie, pièce 525, Ottawa (Ontario) K1N 7G2

Tel. (613) 232-5791

ENVOI PAR TELECOPIEUR  
REGULIER

Date: 18 septembre 91

☐ Envoi de nuit

Destinataire: Marcelline Forestier

1-403-492-1186

Expéditeur: FNFCF (613) 232-6679

Michèle Piché

Document: Textes pour colloques de novembre

Sujet: \_\_\_\_\_

Nombre de page(s): (sans la formule d'envoi) 9

☒ Tel que demandé

☐ S.V.P. faire suite

☐ Tel qu'entendu

☐ Pour votre information

☐ Vos commentaires S.V.P.

Notes: \_\_\_\_\_  
\_\_\_\_\_  
\_\_\_\_\_  
\_\_\_\_\_  
\_\_\_\_\_

LES DÉPIS D'UNE REVUE SUR LA CONDITION FÉMININE  
AU CANADA FRANÇAIS : FEMMES D'ACTION

Micheline Piché

Les débuts de la conscientisation

La fondation de la revue Femmes d'action en 1971, se situe à une époque qui a marqué un tournant pour les femmes francophones de milieu minoritaire. Ces dernières se retrouvent alors au centre de bouleversements sociaux, culturels et religieux touchant les fondements mêmes de la collectivité canadienne-française. Le mouvement féministe, qui fait son chemin au pays depuis le début des années soixante, rejoint les Canadiennes françaises. Elles font face, selon la fondatrice de la revue, Jacqueline Martin, à une "profonde crise des valeurs<sup>1</sup>". C'est la grande remise en question de leur rôle au sein de la famille et de la société. Gardiennes des valeurs familiales, de la langue et de la foi, elles assuraient jusqu'alors la protection de la culture canadienne-française. La "libération de la femme" signifiait-elle le début de la fin? Qui prendrait la relève?

C'est aussi au début des années soixante-dix que la Fédération nationale des femmes canadiennes-françaises (FNFCF), active au sein de la francophonie depuis 1914, s'engage dans un nouveau développement. Elle veut rejoindre l'ensemble des femmes francophones hors Québec et encourager la formation de groupes de femmes préoccupées par la condition féminine.

Ce processus d'expansion de l'organisme pouvait difficilement se réaliser sans l'appui d'un outil d'information. Il s'agissait, bien sûr, étant donné la distance entre les différentes régions francophones du pays, de maintenir des liens. Il fallait également répondre à cet immense besoin des femmes de comprendre les

bouleversements qu'elles vivaient: on se devait de les informer et de leur permettre d'échanger, bref de communiquer.

Dès le départ, la revue s'est donnée comme fonction d'être un outil d'information et d'opinion. Par l'expression de divers points de vue, elle favorisait la réflexion et le changement d'attitude. Comme le dit sa fondatrice: "notre préoccupation était que la femme prenne conscience des fonctions multiples de son rôle dans une société en mouvement. Il y avait des mots tabous comme les mots politique, avortement, féminisme. Il fallait y aller à la petite cuillère. On traitait avec une clientèle qui avait été moulée dans la tradition. Les jeunes femmes de leur côté voyaient les choses autrement. Cela a pris beaucoup de diplomatie et de temps<sup>2</sup>."

Sept ans plus tard, la revue avait réussi ce tour de force, d'être à la fois assez avant-gardiste pour stimuler cette conscientisation à la cause féministe sans pour autant nuire à l'évolution propre du mouvement des femmes en milieu minoritaire. On y abordait, de façon plus ouverte, des sujets tels la discrimination, la question des garderies, le partage des tâches, la situation économique des femmes, etc. Ces questions suivaient d'ailleurs les dossiers étudiés par la Fédération.

#### L'évolution d'une revue

Au fil des ans, les préoccupations devenant plus larges, la structure interne et les ressources nécessaires à la publication de la revue se modifiaient également. À l'équipe de bénévoles du début, laquelle réalisait sur une table de cuisine et de A à Z les cinq numéros par année, s'est substituée peu à peu une nouvelle organisation. Signalons que ces transformations ont été rendues possibles en raison de la mise en place d'un Secrétariat permanent, à la Fédération maintenant "nationale" des femmes canadiennes-françaises. On a donc alloué des ressources humaines et financières pour la production de Femmes d'action.

Jusqu'alors la revue avait servi principalement aux membres de la FNFCF. Les conclusions d'une petite enquête auprès des lectrices, effectuée en 1983, a cependant amené la direction à ouvrir les pages de la revue à l'ensemble des femmes francophones. Les membres souhaitaient que les questions féministes rejoignent une population plus considérable. Cette décision marque un moment important pour Femmes d'action. Du fait qu'elle n'était plus réservée aux seules membres, les responsables se retrouvaient avec un double défi: attirer, par son contenu et sa présentation, une nouvelle clientèle et développer à travers le pays un réseau de correspondantes bénévoles.

Femmes d'action pourrait-elle passer la rampe? Il fallait prendre une certaine distance face à l'organisme (la FNFCF). Sans connaissance de ce nouveau bassin de lectrices mais en sachant que rien de semblable n'existait au niveau national et en français, l'équipe responsable de la Revue a tenté sa chance.

Le développement d'un réseau pancanadien de correspondantes, élément essentiel à la revue, devenait une priorité. Nous souhaitions faire participer des femmes de toutes les régions et de divers milieux. L'important à notre avis était de leur offrir un lieu où elles puissent s'exprimer librement et dans toute leur diversité. Alors que les femmes francophones de milieu minoritaire se caractérisent par leur accommodement et leur silence, oseraient-elles s'affirmer et même prendre position dans une revue et sur la condition féminine, en plus? Accepteraient-elles d'écrire? Bénévolement? Il fallait les rejoindre et les convaincre. Bâtir ce réseau, a été une véritable découverte. La découverte de ressources inestimables. Des femmes, à travers le pays ont accepté de collaborer à la Revue et de fil en aiguille un réseau s'est constitué. Elles ont apporté leur expérience, leur analyse, leur opinion, leur témoignage. En s'exprimant sur la condition féminine et la francophonie, elles prenaient le risque de se faire critiquer mais aussi d'être comprises et de voir des liens s'établir entre leur propre réalité et celle d'autres femmes de milieu minoritaire

et même d'ailleurs. C'est ce que les derniers cinq ans de Femmes d'action nous ont prouvé. Comme l'écrivait l'une de nos collaboratrices: " Je vous assure, qu'ici à Hearst dans le nord de l'Ontario, la plupart des besoins et des inquiétudes des femmes ne diffèrent pas de ceux des femmes de Windsor. L'absence de services de santé et de services en français font partie de notre réalité, c'est vrai. Malgré notre isolement nous ne sommes pas moins conscientes des grands sujets touchant les femmes<sup>3</sup>".

### **Vers un discours plus sûr**

Elaborée autour de thématiques plus fouillées et enrichie de collaborations diversifiées, le discours individuel des femmes s'est affirmé davantage. On peut ainsi suivre à travers les numéros de Femmes d'action l'évolution de leurs préoccupations. Elles deviennent et se sentent des interlocutrices valables parce qu'on prend la peine de leur laisser un endroit à elles, où elles peuvent s'exprimer et se faire entendre. De plus, cette expression des expériences individuelles dans la revue contribue au développement de la solidarité entre les femmes francophones malgré leur dispersion géographique.

### **Les conséquences**

Qu'en pense nos lectrices et nos lecteurs<sup>4</sup>? Celles qui ont suivi l'évolution de Femmes d'action ces dernières années se réjouissent de son développement plus "professionnel". La revue est à la fois "simple et profonde" selon une lectrice. De notre côté, il était important de connaître notre clientèle et d'analyser ce qu'elle appréciait ou non dans la revue.

Un sondage effectué l'an dernier auprès des abonnées, nous a appris que la revue s'adresse à des femmes majoritairement urbanisées. Elles ont entre 25 et 44 ans (22% ont plus de 55 ans) ; 66% d'entre elles ont des enfants; les trois-quarts de nos lectrices ont

complété le premier cycle universitaire et 27% possèdent une maîtrise. Ces femmes occupent, pour la plupart, un emploi à temps plein ou à temps partiel. Près de la moitié habite l'Ontario, les autres lectrices se répartissent à travers toutes les provinces canadiennes y compris le Québec. Autre fait, la revue est lue par 3,5 personnes. Comme nous publions 2,000 exemplaires, cela fait près de 7,000 lectrices et lecteurs. On la lit, c'est un fait. On hésite à s'y abonner? Peut-être. Il faut dire que publier une revue en milieu minoritaire constitue déjà un défi et présenter un contenu "féministe" en est un autre. Intéresser sans faire peur, ni aux lectrices potentielles, ni aux lecteurs...

Comment la Revue répond-t-elle aux préoccupations de notre clientèle? Mentionnons d'abord que 70% des abonnées le sont depuis moins de cinq ans (42% d'entre elles: depuis moins de trois ans). La Revue a donc renouvelé son public lecteur depuis qu'elle a élargi son mandat. La moitié des lectrices lisent Femmes d'action parce qu'elle traite des questions reliées à la condition féminine et un tiers parce qu'elle est une tribune pour les femmes francophones hors Québec. Nous voulions savoir si la revue était, à certains égards, trop ou pas assez féministe. Le ton était-il approprié? Pour la grande majorité des lectrices (78%), les opinions exprimées dans la revue sont adéquates, ni trop nuancées, ni trop radicales. Les répondantes souhaitent voir traiter des sujets plus en profondeur. On aimerait également lire plus régulièrement des articles provenant de correspondantes du Québec et de la francophonie internationale. Cette ouverture peut être considérée comme un signe de santé psychologique de la part des lectrices.

Ces quelques notes issues du sondage (auquel a répondu 20% de nos lectrices) démontrent leur intérêt pour les questions reliées à la condition féminine principalement parce qu'elles sont abordées par d'autres femmes francophones, de partout au pays. Le sondage fait valoir aussi le besoin d'information, non pas au niveau de la sensibilisation, comme c'était le cas au début, mais plutôt pour

poursuivre la réflexion et apprendre les unes des autres dans un contexte où elles se reconnaissent et où elles se font confiance. En ce sens Femmes d'action contribue, en tant que moyen d'expression, au développement de l'identité culturelle contemporaine des femmes au Canada français. Elles ont entre les mains un outil d'identification.

### Les limites

Comme pour tout moyen d'information au Canada français, les questions reliées au développement et à la survie demeurent toujours présentes. Publier une revue sur la condition féminine en milieu minoritaire c'est certainement défier les règles du marché; quoiqu'au Canada, il y ait un fort pourcentage de revues à faible tirage! Ce n'est certainement par une entreprise lucrative. La publication de Femmes d'action fait partie intégrante des services offerts par la FNFCF. L'organisme lui réserve une partie de son budget. Les ressources financières étant ce qu'elles sont pour les groupes de femmes et les associations bénévoles, l'argent accordé à la publication de la Revue est très limité. Depuis sa mise sur pied jusqu'à son vingtième anniversaire, elle n'avait jamais bénéficié d'appui véritable au niveau de la promotion, du marketing et de la publicité. Une récente étude de marché a permis à l'organisme d'obtenir un soutien temporaire pour publiciser Femmes d'action et tenter d'autofinancer sa production grâce à des revenus publicitaires. Ce projet marque un nouveau tournant pour la revue qui se devait de grandir ou disparaître.

Il faut donc apprendre à promouvoir Femmes d'action. Ce qui demande de laisser de côté cette "modestie" qui caractérise généralement notre comportement de francophones hors Québec. Nous devons faire connaître davantage la Revue comme un outil d'information sur la condition féminine au sein de la francophonie en Amérique... Femmes d'action ne sera jamais une revue à grand tirage, mais elle a certainement sa place auprès des lectrices qui forment une

certaine "élite intellectuelle", tout en conservant un contenu accessible et une forme visuellement intéressante.

Outre la nécessité d'être mieux connue et d'augmenter son taux d'abonnées, Femmes d'action doit inévitablement continuer à améliorer son contenu, les deux allant de pair. Le réseau de correspondantes bénévoles dont nous parlions plus tôt présente un défi continu auquel nous avons répondu par de la formation spécifique en écriture journalistique. Puisque la majorité de nos correspondantes ne sont pas journalistes, nous avons conçu des ateliers d'écriture à leur intention. C'est à dire, une formation qui met l'accent sur l'importance du point de vue des femmes dans les médias, tout en présentant, de façon pratique, les règles de base de l'écriture journalistique. Ces sessions, qui ont été données dans l'Est, l'Ouest et le Centre du pays nous ont permis de resserrer les liens de collaboration entre la revue et ses correspondantes.

Il faut cependant être conscientes des limites du bénévolat car peu de femmes ont le temps et la formation nécessaires pour réaliser un reportage d'envergure. Les constatations découlant du sondage auprès des lectrices posent aussi la question de la rémunération des pigistes professionnelles dans le but d'assurer un meilleur rayonnement de Femmes d'action. Cette question se pose pour plusieurs petits magazines.

### Les retombées

Femmes d'action fête cette année son vingtième anniversaire. Au cours de ces années, elle a contribué à l'évolution des femmes francophones et du mouvement féministe au Canada français. Elle a aussi suscité certains débats contribuant ainsi à certains changements d'opinion et d'attitudes. En offrant aux femmes un espace où partager leurs réflexions, leurs différentes réalités et reconnaître la similitude de leurs préoccupations, la Revue a permis, nous le souhaitons, le développement d'une solidarité à la

cause des femmes chez les Franco Canadiennes. Elle leur permet de reconnaître leur apport au mouvement féministe et de s'y identifier davantage puisqu'elles en sont des participantes mieux renseignées.

Cette identité à la cause des femmes dépasse les frontières locales ou régionales et contribue au développement d'une identité francophone au Canada. Longtemps, le sentiment d'appartenance à la francophonie est demeuré le fait de petites collectivités isolées les unes des autres. L'expérience de Femmes d'action, qui rejoint des femmes dans chacune des provinces, autour d'un objectif commun, contribue aussi à la formation d'une identité féministe francophone spécifique. Il y a vingt ans à peine, les lectrices de la Revue étaient considérées comme les gardiennes de la culture canadienne-française et des valeurs communes à la famille traditionnelle. Aujourd'hui, comme l'ensemble des Canadiennes et des Québécoises, ces femmes et leurs filles prennent peu à peu leur place au sein de la société et participent davantage à son développement et à son épanouissement en dehors du foyer. Comme le soulignait un lecteur dans notre "Courrier", en mars 1991, à propos d'un article sur les mariages mixtes (anglais/français) et intitulé Sylvie, that's me : "...Que faut-il faire pour conscientiser les Sylvie pour qu'elles puissent faire l'équation: égalité des sexes - égalité des langues (officielles) ?..." Ce qu'il faut, c'est justement nourrir davantage et par tous les moyens, cette fierté d'être femme et francophone. Pour nous c'est une dualité indissociable.

Femmes d'action s'y applique depuis vingt ans. Elle entend poursuivre son travail d'information et d'opinion sur la condition féminine au Canada français. Ses fenêtres demeureront aussi grandes ouvertes sur la réalité de nos consœurs car le mouvement des femmes, on le sait, est un mouvement universel. Puisque la voix des femmes doit se faire entendre davantage, l'un de nos plus grands défis sera d'intéresser encore plus de lectrices à cet outil collectif qui est à leur service. L'autre sera de continuer à faire de la revue Femmes d'action un outil d'information valable et reconnu auprès de l'ensemble des francophones du Canada.

Ottawa, avril 1991

1. Femmes d'action : vingt ans déjà!, par Micheline Piché, Femmes d'action, vol20, no.3/4, mars 1991.

2. Ibid. pp26-27.

3. Marielle Cousineau de Hearst, Ontario dans un article sur les femmes et la santé, à paraître en 1991.

4. Etude de mise en marche de la revue Femmes d'action, Ottawa, firme Acord, nov.1990.

5. Article : Sylvie, that's me, Femmes d'action, vol.20,no.1, 1990, p.21

*fnfcf*

Fédération nationale des femmes canadiennes-françaises

325 rue Dalhousie, pièce 525, Ottawa (Ontario) K1N 7G2

Tél: (613) 232-5791

ENVOI PAR TELECOPIEUR  
REGULIER

Date: 18 septembre 91

☐ Envoi de nuit

Destinataire: Marcelline Forestier

1-402-492-8186

Expéditeur: FNFCF (613) 232-6679

Yveline Piche

Document: Textes pour colloques de novembre

Sujet: \_\_\_\_\_

Nombre de page(s): (sans la formule d'envoi) 9

☒ Tel que demandé

☐ S.V.P. faire suite

☐ Tel qu'entendu

☐ Pour votre information

☐ Vos commentaires S.V.P.

Notes: \_\_\_\_\_  
\_\_\_\_\_  
\_\_\_\_\_  
\_\_\_\_\_  
\_\_\_\_\_

LES DÉBIS D'UNE REVUE SUR LA CONDITION FÉMININE  
AU CANADA FRANÇAIS : FEMMES D'ACTION

Micheline Piché

Les débuts de la conscientisation

La fondation de la revue Femmes d'action en 1971, se situe à une époque qui a marqué un tournant pour les femmes francophones de milieu minoritaire. Ces dernières se retrouvent alors au centre de bouleversements sociaux, culturels et religieux touchant les fondements mêmes de la collectivité canadienne-française. Le mouvement féministe, qui fait son chemin au pays depuis le début des années soixante, rejoint les Canadiennes françaises. Elles font face, selon la fondatrice de la revue, Jacqueline Martin, à une "profonde crise des valeurs<sup>1</sup>". C'est la grande remise en question de leur rôle au sein de la famille et de la société. Gardiennes des valeurs familiales, de la langue et de la foi, elles assuraient jusqu'alors la protection de la culture canadienne-française. La "libération de la femme" signifiait-elle le début de la fin? Qui prendrait la relève?

C'est aussi au début des années soixante-dix que la Fédération nationale des femmes canadiennes-françaises (FNFCF), active au sein de la francophonie depuis 1914, s'engage dans un nouveau développement. Elle veut rejoindre l'ensemble des femmes francophones hors Québec et encourager la formation de groupes de femmes préoccupées par la condition féminine.

Ce processus d'expansion de l'organisme pouvait difficilement se réaliser sans l'appui d'un outil d'information. Il s'agissait, bien sûr, étant donné la distance entre les différentes régions francophones du pays, de maintenir des liens. Il fallait également répondre à cet immense besoin des femmes de comprendre les

bouleversements qu'elles vivaient: on se devait de les informer et de leur permettre d'échanger, bref de communiquer.

Dès le départ, la revue s'est donnée comme fonction d'être un outil d'information et d'opinion. Par l'expression de divers points de vue, elle favorisait la réflexion et le changement d'attitude. Comme le dit sa fondatrice: "notre préoccupation était que la femme prenne conscience des fonctions multiples de son rôle dans une société en mouvement. Il y avait des mots tabous comme les mots politique, avortement, féminisme. Il fallait y aller à la petite cuillère. On traitait avec une clientèle qui avait été moulée dans la tradition. Les jeunes femmes de leur côté voyaient les choses autrement. Cela a pris beaucoup de diplomatie et de temps<sup>2</sup>."

Sept ans plus tard, la revue avait réussi ce tour de force, d'être à la fois assez avant-gardiste pour stimuler cette conscientisation à la cause féministe sans pour autant nuire à l'évolution propre du mouvement des femmes en milieu minoritaire. On y abordait, de façon plus ouverte, des sujets tels la discrimination, la question des garderies, le partage des tâches, la situation économique des femmes, etc. Ces questions suivaient d'ailleurs les dossiers étudiés par la Fédération.

#### **L'évolution d'une revue**

Au fil des ans, les préoccupations devenant plus larges, la structure interne et les ressources nécessaires à la publication de la revue se modifiaient également. À l'équipe de bénévoles du début, laquelle réalisait sur une table de cuisine et de A à Z les cinq numéros par année, s'est substituée peu à peu une nouvelle organisation. Signalons que ces transformations ont été rendues possibles en raison de la mise en place d'un Secrétariat permanent, à la Fédération maintenant "nationale" des femmes canadiennes-françaises. On a donc alloué des ressources humaines et financières pour la production de Femmes d'action.

Jusqu'alors la revue avait servi principalement aux membres de la FNFCF. Les conclusions d'une petite enquête auprès des lectrices, effectuée en 1983, a cependant amené la direction à ouvrir les pages de la revue à l'ensemble des femmes francophones. Les membres souhaitaient que les questions féministes rejoignent une population plus considérable. Cette décision marque un moment important pour Femmes d'action. Du fait qu'elle n'était plus réservée aux seules membres, les responsables se retrouvaient avec un double défi: attirer, par son contenu et sa présentation, une nouvelle clientèle et développer à travers le pays un réseau de correspondantes bénévoles.

Femmes d'action pourrait-elle passer la rampe? Il fallait prendre une certaine distance face à l'organisme (la FNFCF). Sans connaissance de ce nouveau bassin de lectrices mais en sachant que rien de semblable n'existait au niveau national et en français, l'équipe responsable de la Revue a tenté sa chance.

Le développement d'un réseau pancanadien de correspondantes, élément essentiel à la revue, devenait une priorité. Nous souhaitions faire participer des femmes de toutes les régions et de divers milieux. L'important à notre avis était de leur offrir un lieu où elles puissent s'exprimer librement et dans toute leur diversité. Alors que les femmes francophones de milieu minoritaire se caractérisent par leur accommodement et leur silence, oseraient-elles s'affirmer et même prendre position dans une revue et sur la condition féminine, en plus? Accepteraient-elles d'écrire? Bénévolement? Il fallait les rejoindre et les convaincre. Bâtir ce réseau, a été une véritable découverte. La découverte de ressources inestimables. Des femmes, à travers le pays ont accepté de collaborer à la Revue et de fil en aiguille un réseau s'est constitué. Elles ont apporté leur expérience, leur analyse, leur opinion, leur témoignage. En s'exprimant sur la condition féminine et la francophonie, elles prenaient le risque de se faire critiquer mais aussi d'être comprises et de voir des liens s'établir entre leur propre réalité et celle d'autres femmes de milieu minoritaire

et même d'ailleurs. C'est ce que les derniers cinq ans de Femmes d'action nous ont prouvé. Comme l'écrivait l'une de nos collaboratrices: " Je vous assure, qu'ici à Hearst dans le nord de l'Ontario, la plupart des besoins et des inquiétudes des femmes ne diffèrent pas de ceux des femmes de Windsor. L'absence de services de santé et de services en français font partie de notre réalité, c'est vrai. Malgré notre isolement nous ne sommes pas moins conscientes des grands sujets touchant les femmes<sup>3</sup>".

### **Vers un discours plus sûr**

Elaborée autour de thématiques plus fouillées et enrichie de collaborations diversifiées, le discours individuel des femmes s'est affirmé davantage. On peut ainsi suivre à travers les numéros de Femmes d'action l'évolution de leurs préoccupations. Elles deviennent et se sentent des interlocutrices valables parce qu'on prend la peine de leur laisser un endroit à elles, où elles peuvent s'exprimer et se faire entendre. De plus, cette expression des expériences individuelles dans la revue contribue au développement de la solidarité entre les femmes francophones malgré leur dispersion géographique.

### **Les conséquences**

Qu'en pense nos lectrices et nos lecteurs? Celles qui ont suivi l'évolution de Femmes d'action ces dernières années se réjouissent de son développement plus "professionnel". La revue est à la fois "simple et profonde" selon une lectrice. De notre côté, il était important de connaître notre clientèle et d'analyser ce qu'elle appréciait ou non dans la revue.

Un sondage effectué l'an dernier auprès des abonnées, nous a appris que la revue s'adresse à des femmes majoritairement urbanisées. Elles ont entre 25 et 44 ans (22% ont plus de 55 ans) ; 66% d'entre elles ont des enfants; les trois-quarts de nos lectrices ont

complété le premier cycle universitaire et 27% possèdent une maîtrise. Ces femmes occupent, pour la plupart, un emploi à temps plein ou à temps partiel. Près de la moitié habite l'Ontario, les autres lectrices se répartissent à travers toutes les provinces canadiennes y compris le Québec. Autre fait, la revue est lue par 3,5 personnes. Comme nous publions 2,000 exemplaires, cela fait près de 7,000 lectrices et lecteurs. On la lit, c'est un fait. On hésite à s'y abonner? Peut-être. Il faut dire que publier une revue en milieu minoritaire constitue déjà un défi et présenter un contenu "féministe" en est un autre. Intéresser sans faire peur, ni aux lectrices potentielles, ni aux lecteurs...

Comment la Revue répond-t-elle aux préoccupations de notre clientèle? Mentionnons d'abord que 70% des abonnées le sont depuis moins de cinq ans (42% d'entre elles: depuis moins de trois ans). La Revue a donc renouvelé son public lecteur depuis qu'elle a élargi son mandat. La moitié des lectrices lisent Femmes d'action parce qu'elle traite des questions reliées à la condition féminine et un tiers parce qu'elle est une tribune pour les femmes francophones hors Québec. Nous voulions savoir si la revue était, à certains égards, trop ou pas assez féministe. Le ton était-il approprié? Pour la grande majorité des lectrices (78%), les opinions exprimées dans la revue sont adéquates, ni trop nuancées, ni trop radicales. Les répondantes souhaitent voir traiter des sujets plus en profondeur. On aimerait également lire plus régulièrement des articles provenant de correspondantes du Québec et de la francophonie internationale. Cette ouverture peut être considérée comme un signe de santé psychologique de la part des lectrices.

Ces quelques notes issues du sondage (auquel a répondu 20% de nos lectrices) démontrent leur intérêt pour les questions reliées à la condition féminine principalement parce qu'elles sont abordées par d'autres femmes francophones, de partout au pays. Le sondage fait valoir aussi le besoin d'information, non pas au niveau de la sensibilisation, comme c'était le cas au début, mais plutôt pour

poursuivre la réflexion et apprendre les unes des autres dans un contexte où elles se reconnaissent et où elles se font confiance. En ce sens Femmes d'action contribue, en tant que moyen d'expression, au développement de l'identité culturelle contemporaine des femmes au Canada français. Elles ont entre les mains un outil d'identification.

### Les limites

Comme pour tout moyen d'information au Canada français, les questions reliées au développement et à la survie demeurent toujours présentes. Publier une revue sur la condition féminine en milieu minoritaire c'est certainement défier les règles du marché; quoiqu'au Canada, il y ait un fort pourcentage de revues à faible tirage! Ce n'est certainement par une entreprise lucrative. La publication de Femmes d'action fait partie intégrante des services offerts par la FNFCF. L'organisme lui réserve une partie de son budget. Les ressources financières étant ce qu'elles sont pour les groupes de femmes et les associations bénévoles, l'argent accordé à la publication de la Revue est très limité. Depuis sa mise sur pied jusqu'à son vingtième anniversaire, elle n'avait jamais bénéficié d'appui véritable au niveau de la promotion, du marketing et de la publicité. Une récente étude de marché a permis à l'organisme d'obtenir un soutien temporaire pour publiciser Femmes d'action et tenter d'autofinancer sa production grâce à des revenus publicitaires. Ce projet marque un nouveau tournant pour la revue qui se devait de grandir ou disparaître.

Il faut donc apprendre à promouvoir Femmes d'action. Ce qui demande de laisser de côté cette "modestie" qui caractérise généralement notre comportement de francophones hors Québec. Nous devons faire connaître davantage la Revue comme un outil d'information sur la condition féminine au sein de la francophonie en Amérique... Femmes d'action ne sera jamais une revue à grand tirage, mais elle a certainement sa place auprès des lectrices qui forment une

certaine "élite intellectuelle", tout en conservant un contenu accessible et une forme visuellement intéressante.

Outre la nécessité d'être mieux connue et d'augmenter son taux d'abonnées, Femmes d'action doit inévitablement continuer à améliorer son contenu, les deux allant de pair. Le réseau de correspondantes bénévoles dont nous parlions plus tôt présente un défi continu auquel nous avons répondu par de la formation spécifique en écriture journalistique. Puisque la majorité d% nos correspondantes ne sont pas journalistes, nous avons conçu des ateliers d'écriture à leur intention. C'est à dire, une formation qui met l'accent sur l'importance du point de vue des femmes dans les médias, tout en présentant, de façon pratique, les règles de base de l'écriture journalistique. Ces sessions, qui ont été données dans l'Est, l'Ouest et le Centre du pays nous ont permis de resserrer les liens de collaboration entre la revue et ses correspondantes.

Il faut cependant être conscientes des limites du bénévolat car peu de femmes ont le temps et la formation nécessaires pour réaliser un reportage d'envergure. Les constatations découlant du sondage auprès des lectrices posent aussi la question de la rémunération des pigistes professionnelles dans le but d'assurer un meilleur rayonnement de Femmes d'action. Cette question se pose pour plusieurs petits magazines.

### **Les retombées**

Femmes d'action fête cette année son vingtième anniversaire. Au cours de ces années, elle a contribué à l'évolution des femmes francophones et du mouvement féministe au Canada français. Elle a aussi suscité certains débats contribuant ainsi à certains changements d'opinion et d'attitudes. En offrant aux femmes un espace où partager leurs réflexions, leurs différentes réalités et reconnaître la similitude de leurs préoccupations, la Revue a permis, nous le souhaitons, le développement d'une solidarité à la

cause des femmes chez les Franco Canadiennes. Elle leur permet de reconnaître leur apport au mouvement féministe et de s'y identifier davantage puisqu'elles en sont des participantes mieux renseignées.

Cette identité à la cause des femmes dépasse les frontières locales ou régionales et contribue au développement d'une identité francophone au Canada. Longtemps, le sentiment d'appartenance à la francophonie est demeuré le fait de petites collectivités isolées les unes des autres. L'expérience de Femmes d'action, qui rejoint des femmes dans chacune des provinces, autour d'un objectif commun, contribue aussi à la formation d'une identité féministe francophone spécifique. Il y a vingt ans à peine, les lectrices de la Revue étaient considérées comme les gardiennes de la culture canadienne-française et des valeurs communes à la famille traditionnelle. Aujourd'hui, comme l'ensemble des Canadiennes et des Québécoises, ces femmes et leurs filles prennent peu à peu leur place au sein de la société et participent davantage à son développement et à son épanouissement en dehors du foyer. Comme le soulignait un lecteur dans notre "Courrier", en mars 1991, à propos d'un article sur les mariages mixtes (anglais/français) et intitulé Sylvie, that's me : "...Que faut-il faire pour conscientiser les Sylvie pour qu'elles puissent faire l'équation: égalité des sexes - égalité des langues (officielles) ?..." Ce qu'il faut, c'est justement nourrir davantage et par tous les moyens, cette fierté d'être femme et francophone. Pour nous c'est une dualité indissociable.

Femmes d'action s'y applique depuis vingt ans. Elle entend poursuivre son travail d'information et d'opinion sur la condition féminine au Canada français. Ses fenêtres demeureront aussi grandes ouvertes sur la réalité de nos consœurs car le mouvement des femmes, on le sait, est un mouvement universel. Puisque la voix des femmes doit se faire entendre davantage, l'un de nos plus grands défis sera d'intéresser encore plus de lectrices à cet outil collectif qui est à leur service. L'autre sera de continuer à faire de la revue Femmes d'action un outil d'information valable et reconnu auprès de l'ensemble des francophones du Canada.

Ottawa, avril 1991

1. Femmes d'action : vingt ans déjà!, par Micheline Piché, Femmes d'action, vol20, no.3/4, mars 1991.
2. Ibid. pp26-27.
3. Marielle Cousineau de Hearst, Ontario dans un article sur les femmes et la santé, à paraître en 1991.
4. Etude de mise en marche de la revue Femmes d'action, Ottawa, firme Acord, nov.1990.
5. Article : Sylvie,that's me, Femmes d'action, vol.20,no.1, 1990, p.21